



Beauchemin & Payette,
2000, 21, 22, 23, 24,
N^o 175, 176, 177, 178, 179, 180,
Montreal.

Ce traité de droit parlementaire est le premier ouvrage
 du genre publié au Québec. Il s'agit de la traduction
 d'un ouvrage anglais du XVII^e siècle devenu un classique.
 Le traducteur, Joseph-François Perrault, était lui-même
 ancien député d'Huntingdon à la Chambre d'assemblée du
 Bas-Canada.
 La parution de cet ouvrage souleva des polémiques
 à l'époque parce qu'il posait une fois de plus la
 question de l'usage du français dans le fonctionnement
 du parlementarisme.

LEX PARLIAMENTARIA:

OU

TRAITÉ

DE LA

LOI et COUTUME

DES

PARLEMENTS,

MONTRANT

leur antiquité, noms, espèces et qualités

Des trois états ; et de la dignité & excellence des Parlements, leur pouvoir et autorité.

De l'Election des Membres de la Chambre des Communes en général, leurs privileges, qualifications et devoirs.

Des Electeurs ; leurs droits, devoirs et le mode d'éllections.

Des retours en parlements ; le devoir des Shériffs et autres Officiers à cet égard.

De la maniere d'élire l'Orateur ; sa charge et son devoir.

De la maniere de passer les bills, et les regles à observer dans la Chambre des Communes.

Des Sessions du Parlement, de sa prorogation et des ajournements ensemble des propres loix et coutumes des Parlements.

A V E C

Le rapport d'un cas en Parlement entre Sir Francis Goodwyn et Sir John Fortescue, Chevaliers du Comté de Buchs, 1. Jac. 1.

Seconde Edition, avec des augmentations considerables.

Traduit en François par JOS. F. PERRAULT, Ecuyer, Prothonotaire de la Cour civile du Banc du Roi pour le District de Québec, dans la Province du Bas-Canada et un des Membres de la Chambre d'Assemblée de la dite Province.

Imprimé à Québec, par P. E. DESBARATS, Imprimeur des Loix de la très Excellente Majesté du Roi.

1803.

344.1
1025
P51a
1803
d, c
ql
c. Ap.

A l'Honorable

JEAN ANTOINE PANET, *Ecuyer,*
Avocat et Orateur de la Chambre
Basse du Parlement Provincial du
Bas-Canada, &c. &c. &c.

MONSR. L'ORATEUR,

AGREEZ, s'il vous plait, les
très humbles remerciements que je fais à
la Chambre, en attendant les bénédic-
tions que lui donneront ses Constituants,
pour avoir ordonné la Traduction et
l'Impression d'un ouvrage aussi utile et
aussi nécessaire que le présent.

Il étoit juste et avantageux que le sys-
tème de Gouvernement dont parle l'é-
crivain et qui est introduit dans cette
Province depuis 1791, fut plus connu
qu'il n'étoit et qu'il ne pouvoit être,
puisque la généralité de ses colons igno-
rant la langue Anglaise étoit dans l'im-
puissance de puiser dans les Auteurs de

EPITRE DEDICATOIRE.

cette nation les connoissances qu'elle dé-
firoit acquérir.

En outre il n'en est pas de ce Gou-
vernement comme de bien d'autres dont
on n'ose mettre au jour les ressorts ; ce-
lui-ci peut être montré hardiment, on
en peut laisser méditer l'origine, les pro-
grès, les révolutions, la grandeur, par-
ceque tout en est intéressant, instructif,
merveilleux.

En effet quel est l'homme assez stupide
pour n'être pas émerveillé à la vue du
CHAR PARLEMENTAIRE traîné majes-
tueusement par la MONARCHIE, l'ARIS-
TOCRATIE et la DEMOCRATIE, trois en-
nemis jurés, mais qui y sont si artitement
enchainés qu'ils sont forcés de marcher
d'un pas égal pour éviter de tomber. Tous
trois dans le principe redoutable de l'A-
NARCHIE ; malheur qu'ils ne pourroient
éviter si l'un d'eux bronchoit, se détour-
noit, ralentissoit, ou acculeroit le pas,
et qu'il ne fut pas retenu par les autres.

Quiconque méditera profondément
les devoirs, les pouvoirs et privileges
attachés d'abord aux trois branches de

EPITRE DEDICATOIRE.

la Législation et ensuite ceux qui sont
affectés à chacune d'elles en particulier,
l'action et ré-action qu'elles ont l'une
sur l'autre, ne pourra s'empêcher de
convenir que l'esprit humain ne pouvoit
inventer rien de plus parfait.

Si la durée des Gouvernements est en
raison de la bonté de leurs systèmes, ce-
lui-ci sera estimé le plus excellent, car il
date de l'antiquité la plus reculée, sui-
vant *Cæsar* et *Tacite*, qui nous apprennent
que chez les Bretons les affaires impor-
tantes se decidoient dans une assemblée
générale.

Je n'entends cependant pas dire par
là que le système du Gouvernement fut
alors dans toute la perfection où nous le
voyons depuis plus de cinq siècles ; mais
il nourrissoit dès lors, dans son sein, ce
germe fécond qui depuis a éclot avec
tant d'avantage qu'il a vu tous les autres
systèmes renversés et détruits, et que lui
seul a pu résister au temps et aux passions
humaines.

Nous le voyons encore de nos jours
lutter seul contre le REPUBLICANISME le

EPITRE DEDICATOIRE.

plus formidable et il n'y a aucun doute qu'il n'en sorte victorieux.

Nous ne saurions donc, Monsr. l'Orateur, trop chérir un semblable Gouvernement.

Aussi est-ce la conviction intime de sa bonté qui a poussé les principaux Citoyens de ce pays à en demander instamment l'introduction dès 1784, et qui a engagé la Législation à en répandre la connoissance en ordonnant cette traduction et cette impression.

Tout bon compatriote, qui s'intéresse à la prospérité de son pays et au bien être de ses semblables, doit se procurer ce petit ouvrage afin d'être à portée de s'instruire et d'apprécier le bonheur que la Divine Providence lui a procuré, en le faisant vivre sous une forme de Gouvernement si supérieure aux autres.

Je serois bien mortifié, Monsieur l'Orateur, si l'usage que je fais de plusieurs Termes Anglois dans cette Traduction, ou si la tournure forcée de quelques phrases par rapport à certains termes

EPITRE DEDICATOIRE,

techniques, étoit la cause du dégoût de quelques lecteurs.

Mais s'ils veulent bien considérer que la langue François ne fournit aucuns termes équivalents à ceux là, et que ces termes sont spécialement consacrés pour signifier de certaines choses que l'on ne pourroit rendre que par des périphrases ennuyantes, ils m'excuseront sans doute, et plus particulièrement s'ils font attention qu'en loi on s'appuye autant sur les *mots* que sur le *sens*.

Au surplus j'avouerai franchement, Monsr. l'Orateur, que j'ai mis tout mon sçavoir faire dans cette traduction pour la faire goûter à mes compatriotes, j'ai surtout mis la plus scrupuleuse attention à conserver la pureté de la langue François, d'autant que je m'aperçois qu'on l'Anglifie tous les jours inconsidérément, et que si l'on continue ainsi, nous nous rendrons intelligibles aux étrangers.

Puisse chaque lecteur ressentir autant d'amour et de respect pour la Constitution Parlementaire qui lui est présent-

EPITRE DEDICATOIRE.

tée, qu'en a ressenti en la traduisant,
celui qui a l'honneur de se dire avec le
plus profond respect,

Monsieur l'Orateur,

Votre très humble

Et très Obéissant

Serviteur,

J. F. PERRAULT.

Québec, le 27^e. Décembre, 1803.

P R E F A C E.

IL faut avouer que la lex parliamentaria ou la loi parlementaire n'est pas faite pour prescrire ou imposer des loix à ce pouvoir qui en lui même n'a aucune borne et est illimité ; cette collection conséquemment ne fait que montrer ce que les parlements ont fait et non pas ce qu'ils pouvoient ou auroient dû faire. Il n'y a que le parlement tout seul qui puisse juger de ce qui concerne ses propres droits, pouvoirs, ou privilèges.

Quoique je voye que l'expression, loi parlementaire ou loix des parlements, ait été usitée depuis plusieurs siècles, et même par des auteurs de grande réputation, je me flatte cependant que le présent parlement ou les subséquents, ne me censureront pas pour un terme mal adapté ou pour vouloir faire connoître cette autorité si mal définie loix parlementaire; il n'y a aucun doute qu'il seroit plus convenable de dire que le parlement est la loi fondamentale et la constitution du royaume, puisqu'il comprend tous les pouvoirs légaux quelconques.

Mais comme Dieu et la nature ont porté le peuple à demander et désirer cette forme de gouvernement parlementaire, on doit aussi avouer que cet arbitre souverain qui les a porté

Lord Coke
Sir Matth.
Hales's &c.

P R E F A C E.

à demander et désirer l'établissement de ce gouvernement parlementaire ne l'a fait que pour la sûreté et préservation des peuples et a voulu par là que la loi suprême fut salut populi; à quoi doivent tendre toutes les autres loix, pouvoirs et autorités : c'est pour cela que les Rois sont faits et que les parlements s'assemblent, et afin aussi que le gouvernement civil de la nation puisse être administré avec honneur et sûreté pour le bien être de toute la communauté.

On ne peut pas nier non plus que le parlement n'ait regardé autrefois comme un de ses plus essentiels devoirs de surveiller, examiner et restreindre, dans les bornes de la loi, les ordres et les faits des Rois, et aussi de prendre garde que l'important et honorable dépôt remis entre les mains du Prince, pour le bien du peuple, soit bien et dûment géré et ne serve pas à envahir leurs droits et à détruire la constitution.

C'est ce motif qui a engagé Bracon un Juge éminent sous Henry III. et Fleta un savant Avocat sous le règne d'Edouard I. à faire passer à la postérité ce grand devoir des parlements.

Et c'est pour cette raison que nos anciens parlements étoient si exacts à faire jurer à nos Rois à leur couronnement concedere justas leges quas vulgus elegerit qu'ils consentiroient aux loix équitables que le peuple voudroit. Voyez ce serment si admirablement bien expliqué

P R E F A C E.

in Sadler's rights of the kingdom, page, 71, 88, 91, &c.

De tout ceci et de tout ce qu'on pourroit encore y ajouter il me semble qu'il s'en suit évidemment, que les Rois et les Parlements, les Lords et les Communes et toutes les loix du gouvernement en général ont été dans leur principe institués et ordonnés pour le bien et l'avantage du peuple seulement, et que lorsque tous, ou partie, s'éloignent de ce but, ils sortent de la nature de leur institution primitive et doivent être définis tout différemment.

J'ai lieu de présumer actuellement, d'après les particularités ci-dessus, que la loi parlementaire ou la loi fondamentale du gouvernement de cette nation n'est point, dans son principe, fondée sur aucun traité ou pacte entre le Roi et le peuple, comme il est d'usage pour les conventions, ventes ou achats, car on supposeroit de là un intérêt distinct entre le Roi et le peuple. Mais qui voudroit avancer qu'un monarque Anglois peut en loi avoir un intérêt différent de son peuple ?

Aussi l'obligation mutuelle établie entre le prince et le peuple par les loix de ce royaume a-t-elle mis une barrière insurmontable à ces sortes de pactes ou traités imaginaires; car il y a par la nature originelle et inhérente de notre gouvernement autant de relation mutuelle et de connexion politique entre le Roi et le peuple qu'il en existe entre la tête et les autres membres du corps humain; en sorte qu'en aucun cas la tête ne peut dire aux membres je

P R E F A C E.

n'ai pas besoin de vous. Cette réciprocité relative entre le Prince et le peuple paroît avoir été amoureusement entrelacée et impregnée dans le cœur même de notre constitution.

L'Editeur croit qu'il est à propos de déclarer ici que ce livre n'a pas tiré un petit avantage d'un manuscrit du judicieux et savant Mr. le Juge Price, qui ayant été pendant plusieurs années membre de la Chambre des Communes avoit fait diverses collections historiques curieuses, avec quantité de notes et de références concernant les principales matieres qui y sont traités ; et le lecteur dans la présente Edition peut trouver (tiré de l'histoire et de pieces authentiques) tout ce qu'il est nécessaire de savoir, des droits et privileges des parlements, et en grande partie des prerogatives légales du Prince et des justes libertés du peuple.

TABLE DES CHAPITRES.

- CHAPITRE I. Des Parlements en Général, montrant leur Antiquité, leurs noms, leurs natures, espèces et qualités, Anglois, Saxons, &c. ordinairement, annuels et sans sommations : extraordinairement sur sommations pro arduis &c. des trois Etats ; Evêques, partie non essentielle, exclus, élus, créés par Lettres Patentes. Le Tiers Etat toujours représenté et quel est son droit à un choix libre de tous les Magistrats, &c. et son consentement à toutes les taxes et subsides, ce droit usupé par les Rois Normands Guillaume premier et deuxième rétabli par Henry I. des Parlements Anglois de son temps, ce qu'étoient alors les Magnates et Barones regni. des Serments du Couronnement &c. Page 1. et suivantes jusqu'à 48.
- CHAPITRE II. De la dignité et excellence des Parlements. Le pouvoir supreme du Royaume ; et (quand libre) protecteurs des droits du Peuple, et préservateurs du Gouvernement légal et de la Constitution des trois Etats ; à quelle fin assemblés. Les Lords et les Communes siégeoient autrefois ensemble. La plus grande Cour de Justice, &c. Page 49.
- CHAPITRE III. Du pouvoir et de l'autorité des Parlements, Supérieurs à la loi, peuvent juger les plus puissants, déplacer les mauvais Ministres, remédier aux Grievs de toute espèce : leurs trois pouvoirs, sçavoir, Consultatif, Législatif et Judiciaire ; leur trois pouvoirs absolus sur toutes personnes, &c. Page 66.

TABLE DES CHAPITRES.

- CHAPITRE IV & V. Du pouvoir, de l'autorité et Jurisdiction des Pairs Distincts des Communes, Page 90 & 101.
- CHAPITRE VI & VII. Des pouvoirs et autorités distinctifs de la Chambre des Communes tant dans les cas généraux que particuliers. P. 109 & 114.
- CHAPITRE VIII. Montre leur pouvoir sur leurs propres membres et comment exécuté, &c. Page, 137.
- CHAPITRE IX. Des Elections des membres de la Chambre des Communes en général et des différents Statuts à ce Sujet. Page 149.
- CHAPITRE X. Des Electeurs, de leurs droits et devoirs, mode d'Election, avec les Statuts et Serments qui y ont rapport. Page 156.
- CHAPITRE XI. Ceux qui peuvent être Elus, leurs qualifications et devoirs &c. Page 179.
- CHAPITRE XII. Des retours en Parlement et des amendements à iceux ; les devoirs des Sheriffs et autres officiers à cet égard avec les Statuts et Serments y relatifs. Page 220.
- CHAPITRE XIII & XIV. De la maniere de choisir l'Orateur de la Chambre des Communes, sa charge et son devoir. Page 252, et 261.
- CHAPITRE XV & XVI. Des Regles de la Chambre des Communes et de ses membres. P. 267 et 274.
- CHAPITRE XVII. De la maniere de passer les Bills dans la dite Chambre &c. Page 295.
- CHAPITRE XVIII. XIX & XX. Des Comités en Général ; et des Regles, pouvoirs et procédés des grands Comités et des Comités permanents. Page 315, 324 & 329.
- CHAPITRE XXI. Des Sessions de Parlement ; ce qui fait une Session, ainsi que des prorogations et ajournements, Page 334.

TATBE DES CHAPITRES.

- CHAPITRE XXII. Des véritables loix et coutumes du Parlement et des Aâes et Ordonnances, P. 346
- CHAPITRE XXIII. Du Privilege du Parlement, avec les Statuts qui le reglent, &c. Page 367.
- APPENDIX. Cas de Sir Francis Goodwyn, reçu comme membre, quoique rapporté contumace &c. avec divers particularités relatives aux privileges et devoirs des Parlements. Page 402.

